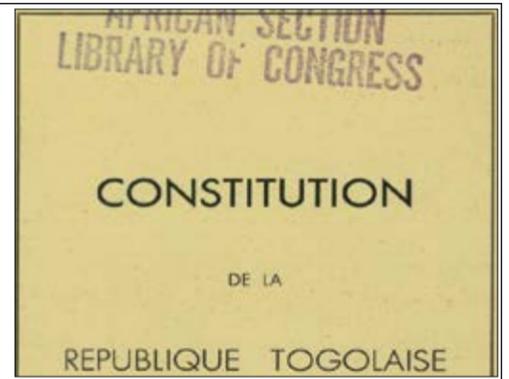




Constitution d'une République Essence et prérogative, cas du Togo

PAGE 6 & 7



FINANCE



Le PIB devrait franchir pour la première fois la barre des 5 milliards de dollars en 2018 au Togo

Boosté par une prévision de croissance estimée à 5,3% cette année, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel du Togo devrait atteindre 5,3 milliards \$ en 2018, contre environ 4,8 milliards \$ en 2017.

PAGE 2

INITIATIVE



Rwanda

Un étudiant rend possibles les appels whatsapp sans connexion internet

Etudiant en technologie de l'information et de la communication au Centre régional polytechnique de Kigali,...

PAGE 5

Championnat D1

Kotoko de l'Avié bat Unisport de Sokodé

Depuis le lancement de la saison 2017-2018 du championnat D1, Kotoko de Lavié a attendu jusqu'à la 21^e journée du championnat pour gagner son tout premier match de la saison...

PAGE 10



Commerce extérieur

Seguce-Togo ouvre ses portes au public

La Société d'exploitation du guichet unique pour le Commerce extérieur au Togo (Seguce-Togo) a ouvert ses portes hier mardi 13 mars aux populations et opérateurs économiques opérant sur le sol togolais. Une action de communication dont l'objectif vise à faire connaître davantage l'entreprise et ses services à ses cibles.

PAGE 12

EDITO

Les élèves et la rue...

Des élèves de notre pays qui ne comprennent pas pourquoi leurs enseignants ne sont pas aux postes, ont décidé depuis lundi dernier de braver des interdictions d'organiser spontanément des manifestations. Non contents de la situation d'absence des enseignants, les élèves, envahissent de nouveau les rues, délogent pour certains leurs camarades, etc.

Nous sommes habitués depuis quelques années à ces images d'élèves dans les rues. Ce sont des images qui sont d'une certaine tristesse et chaque fois, elles attristent et suscitent...

PAGE 3

Reprise du dialogue politique

Le gouvernement préfère garder silence, selon Gilbert Bawara

En attendant la reprise du dialogue politique, on assiste à des supputations, prises de positions et autres. Des consultations sont en cours selon le facilitateur, des rencontres sont organisées ici et là comme celle qui a eu lieu récemment entre une délégation ...

PAGE 3





SOMMAIRE

Sierra-Léone / Elections générales
Affrontements après les résultats partiels



P 4

Rwanda
Un étudiant rend possible les appels whatsapp sans connexion internet



P 5

Fesnad
Bientôt la soirée apothéose



P 9

Côte d'Ivoire
Didier Drogba bientôt à la tête de la Fédération ivoirienne de football ?



P 10

Balayeurs de rues
Mesures de sécurité à prendre en faveur de cette couche de la population



P 11

Le PIB devrait franchir pour la première fois la barre des 5 milliards de dollars en 2018 au Togo

Boosté par une prévision de croissance estimée à 5,3% cette année, le Produit Intérieur Brut (PIB) réel du Togo devrait atteindre 5,3 milliards \$ en 2018, contre environ 4,8 milliards \$ en 2017.

Dans cette lancée, le PIB par habitant s'est nettement amélioré. En 2018, il devrait s'établir au tour de 660 \$ contre 615 \$, selon les experts d'Ecobank. Avec cette performance, les données compilées montrent un doublement de la taille de l'économie togolaise en dix ans.

Selon les estimations de la Banque Africaine de Développement (BAD), l'économie togolaise pesait environ 2,53 milliards \$, en 2007.

Ces améliorations sont attribuables d'une part, au regain d'activités observé sur les cinq (5) dernières années marquées par un début accentué de diversification de l'économie et par l'intensification des investissements publics, notamment dans le secteur des infrastructures. Et d'autre part, une croissance démographique nettement moins importante que l'accélération de la

croissance économique. Notons que concernant la balance des paiements qui sont promis à une amélioration, la banque panafricaine table sur une réduction du déficit courant de 1%, à 7,8% du PIB. En 2016, ce gap tutoyait les 10%.

Rappelons que grâce aux différentes réformes initiées, Lomé est en passe de se donner les moyens de son ambition, celui de se transformer en hub économique de premier plan. Le Togo,



Activités commerciales au Grand marché de Lomé

centre financier d'Afrique de l'Ouest, multiplie les réformes pour assainir son environnement des affaires qui reste encore

très perfectible, selon le Doing Business ainsi que les dernières mises à jour de la fondation Heritage.

Les dépêches du Togo

Binah

Sensibilisation sur l'éducation et la santé sexuelle

L'ONG la Colombe a organisé les 6 et 7 mars 2018 au lycée de Pagouda et à la maison des jeunes de ladite localité en partenariat avec l'association ONU Femmes Dakar, des séances de sensibilisation à l'intention des élèves et parents d'élèves sur la santé sexuelle des adolescents et des jeunes et sur l'éducation sexuelle des enfants.

Ces séances de sensibilisation se situent dans le cadre de l'amélioration de la santé maternelle et infantile. Elles ont pour objectif de contribuer à la réduction de la mortalité et à la morbidité maternelle ainsi que la mortalité infanto juvénile. Il s'est agi à travers ces sensibilisations de renforcer les connaissances des élèves en Santé Sexuelle et de la Reproduction des Adolescents et des Jeunes (SSRAJ) et d'amener les parents à acquérir des notions sur ce fléau en vue de jouer leur rôle d'éducateur à la maison.

Lacs / Journée de la femme

Dons aux tenus à Aného

L'association « Klénam » a offert le 8 mars 2018 à Aného, des kits alimentaires à une dizaine de détenus féminins, à des gardiennes et cuisinières de la prison civile de la localité. Par ce geste, l'association entend donner de la joie et de l'espoir aux détenus féminins dans le cadre de cette célébration.

L'offre se situe dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la Femme dont le thème national est « Participation de la femme à la gouvernance publique : engagement et défis » « Autonomisation économique et financière de la femme ».

La présidente de « Klénam », Mme Nouvé Noviti Nathalie, a demandé aux femmes d'être fortes, responsables et déterminées et à se corriger afin qu'à leurs sorties elles puissent redevenir des modèles de vertu au sein de la société.

Tône / Commerce des armes

Atelier de vulgarisation du texte

Un atelier régional de formation pour l'appropriation et la mise en œuvre du Traité sur le Commerce des Armes (TCA) et un plaidoyer pour l'adoption et la vulgarisation de l'avant-projet de loi relatif au régime des armes au Togo. Il a regroupé du 7 au 9 mars 2018 à Dapaong, magistrats, forces de l'ordre et de Sécurité, et représentants de la société civile, de la région des Savanes.

C'est une initiative de la Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération, la circulation et le trafic illicite des Armes Légères et de petit calibre (CNLPAL). Elle a eu pour vision d'améliorer les connaissances des participants, ressortir le rôle de chaque acteur dans la mise en œuvre du Traité, afin de contribuer à travers le plaidoyer à l'adoption de textes modernes intégrant les aspects pertinents du TCA et à la vulgarisation du texte de base du régime des armes au Togo.

Tchaoudjo / Education

10.005 cartes scolaires pour des élèves

L'ONG Tous Pour l'Union (TPU) a procédé le 9 mars 2018 au lycée moderne de Sokodé à la remise de 10.005 cartes scolaires gratuites aux élèves de 10 lycées et de 29 collèges de la préfecture de Tchaoudjo.

La confection de ces cartes se situe dans le cadre de la promotion de l'éducation et de l'épanouissement des enfants. Ces documents sont destinés aux élèves de la classe de 3e de 29 CEG et des classes de première et terminale pour passer dans de bonnes conditions leur examen du BEPC, du BAC I et du BAC II. L'ONG entend accompagner les parents d'élèves dans leurs efforts pour de meilleurs résultats dans les divers examens de fin d'année. Pour Difézi Moubarak, le président de l'ONG TPU, la remise de cartes scolaires aux élèves vient en appui aux efforts du gouvernement en matière de la promotion de l'éducation.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

...une certaine émotion chez beaucoup de Togolais, Togolaises. Nous les avons beau déplorées, ces images reviennent. C'est ainsi que plusieurs dizaines d'élèves sont sortis dans plusieurs villes du pays, pour réclamer leurs enseignants qui observent les mots d'ordre de grève lancés par la Coordination

Syndicale de l'Education du Togo (CSET) et la Synergie des Travailleurs du Togo (STT). De Lomé à Dapaong en passant par Tsévié, Atakpamé, Badou et Mango, les élèves ont bloqué les routes avec des barricades. A Kara, la tension est encore vive avec l'arrestation de l'enseignant Claude Pelelem. Pire, certains établissements du collège qui sont en composition étaient obligés de

suspendre les épreuves de la journée pour s'échapper à la colère des manifestants. Des élèves, parmi lesquels se trouvent beaucoup de mineurs, dans les rues, cela est dangereux et risqué à plusieurs égards. Et il est regrettable de constater que personne ne prend le problème de la présence des élèves dans les rues, à bras le corps. Ni les syndicats, et même le gouvernement qui constate ce fait, dans le

silence, lorsque les bras de fer l'opposent aux syndicats. Au moins eux ils sont à la maison pour exprimer leur désapprobation vis à vis de leur métier ou de l'Etat qui les engage.

Mais dire que des enfants « en grève » ou à la « recherche de leurs enseignants » occupent à ce point la rue, il y a lieu que toute la société togolaise s'éveille et questionne ce

fait afin de parvenir à le solutionner définitivement. Mais, seulement voilà, il y a de risques élevés que ces élèves reprennent de plus bel, aujourd'hui, demain, après-demain..., les chemins des rues avec une telle agressivité à couper le souffle au regard de leur âge. Il faut qu'on y réfléchisse.

Dieudonné Korolakina

Reprise du dialogue politique

Le gouvernement préfère garder silence, selon Gilbert Bawara

En attendant la reprise du dialogue politique, on assiste à des supputations, prises de positions et autres. Des consultations sont en cours selon le facilitateur, des rencontres sont organisées ici et là comme celle qui a eu lieu récemment entre une délégation américaine et les deux parties. Face à toutes les déclarations et attitudes adoptées au sein de l'opinion, le porte-parole du pouvoir déclare être serein et ne pas vouloir se perdre dans des discours vides.

De bonnes volontés continuent de s'activer au chevet du Togo. En attendant que le dialogue politique, actuellement suspendu, ne reprenne dans les prochains jours, une délégation américaine a séjourné la semaine dernière à Lomé. La délégation a rencontré vendredi dernier des représentants de la coalition des 14 partis de l'opposition. Elle a auparavant rencontré des représentants du pouvoir. La cheffe de la délégation,

Mme Klark aurait indiqué au regroupement de l'opposition que les Etats-Unis s'engagent dans la résolution de la crise que traverse le Togo. Elle souhaite voir tous les Togolais s'exprimer dans la liberté et la paix. Et comme à son habitude, l'opposition n'a pas manqué de réitérer ses éternelles revendications, notamment le départ immédiat de Faure Gnassingbé suivi d'une transition.

De leur côté, les autorités togolaises apprécient

hautement l'attention et l'intérêt que les partenaires extérieurs accordent à la situation au Togo, et les différentes initiatives pour contribuer à la recherche d'une solution aux débats politiques actuels. Gilbert Bawara, porte-parole du gouvernement dans cette crise, a rassuré ses interlocuteurs quant à l'engagement et à la détermination du président Faure et de son gouvernement à ne pas se départir des



Gilbert Bawara

objectifs essentiels assignés au dialogue. Parvenir à un apaisement et à une décrispation durables du climat socio-politique, créer les conditions de compromis permettant de conduire résolument à son terme la révision constitutionnelle, et enfin créer les conditions d'élections irréprochables et incontestables.

Selon le ministre de la Fonction publique, le pouvoir ne veut pas du tout s'intéresser aux surenchères, mensonges, désinformations et intoxications auxquelles on assiste sur la scène politique pendant cette période de détente. « Nous lisons et nous écoutons quotidiennement beaucoup de choses qui sont loin de la vérité, mais nous préférons garder le silence », fait-il remarquer. Ils préfèrent rester calmes et sereins et continuer à agir pour une issue heureuse du dialogue pour le bien commun et l'intérêt exclusif du pays.

Edem Dadzie

Haute diplomatie autour de la crise togolaise

Pouvoir et opposition confèrent avec une délégation américaine à Lomé

En dehors du dialogue inter togolais ouvert depuis le 19 février dernier, des tractations diplomatiques se multiplient pour la résolution de la crise sociopolitique que traverse la Terre de nos aïeux depuis bientôt sept (7) mois. La semaine dernière, une délégation américaine a séjourné à Lomé et a pris langue avec la coalition de l'opposition et la partie gouvernementale. La délégation conduite par Mme Klark a promis aux deux parties le soutien des Etats-Unis pour une rapide sortie de crise.

La diplomatie américaine ne reste pas en marge des tractations en cours pour la résolution de la crise togolaise. En attendant que le dialogue politique, actuellement suspendu, ne reprenne dans les prochains jours, une délégation américaine a séjourné la semaine dernière à Lomé. La délégation a rencontré vendredi dernier une délégation de la coalition des 14 partis de l'opposition togolaise.

La cheffe de la délégation, Mme Klark aurait indiqué au regroupement de l'opposition que les Etats-Unis s'engagent dans la résolution de la crise que traverse le Togo. Selon des informations livrées par des responsables de la Coalition, la délégation aurait affirmé que le gouvernement américain estime que le peuple togolais devrait jouir de sa souveraineté et de sa liberté. Elle a évoqué la

question d'une éventuelle transition et demandé aux américains d'oeuvrer dans ce sens.

Les mêmes sources précisent que les membres de l'opposition qui ont rencontré la délégation ont réitéré leur volonté de voir Faure Gnassingbé quitter le pouvoir avant 2020.

Avant la réunion avec le regroupement de l'opposition togolaise, la délégation de Mme Klark a eu à rencontrer la veille, pour le compte du parti au pouvoir et du gouvernement togolais, le ministre togolais de la fonction publique.

Avec Gilbert Bawara, la mission américaine a procédé à un tour d'horizon des récents développements politiques au Togo. Les longs échanges entre les deux partis ont porté essentiellement sur le dialogue politique et les perspectives.

Pour celui qui fait désormais office de véritable porte-parole du régime de Faure Gnassingbé et qui conduit également la délégation du gouvernement au dialogue, les autorités togolaises apprécient hautement l'attention et l'intérêt que les partenaires extérieurs accordent à la situation au Togo, et les différentes initiatives pour contribuer à la recherche d'une solution aux débats politiques actuels.

Dans ce sens, le ministre Gilbert Bawara souligne les efforts louables déployés par le Groupe de 5, parmi lesquels l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique. Il a affirmé avoir rassuré ses interlocuteurs quant à l'engagement et à la détermination du président Faure et de son gouvernement à ne pas se départir des objectifs essentiels assignés au dialogue. Il s'agit de parvenir à un apaisement et une décrispation durables du

climat socio-politique, créer les conditions de compromis permettant de conduire résolument à son terme la révision constitutionnelle en tenant compte des contributions que les acteurs politiques pourraient apporter dans le cadre des pourparlers en cours et enfin créer les conditions d'élections irréprochables et incontestables.

« Tout le reste ne nous intéresse pas. La surenchère, les mensonges, les désinformations et les intoxications, les menaces et les fuites en avant relèvent de la propagande et de la politique politicienne et c'est le propre même de l'opposition togolaise. Nous restons calmes et sereins et nous continuons à agir pour une issue heureuse du dialogue pour le bien commun et l'intérêt exclusif du pays, car je ne crois pas que l'on fasse œuvre utile

en continuant à bercer d'illusions et de promesses fantaisistes une frange de la population. La Facilitation mène un travail extrêmement délicat et nous devons tous démontrer davantage d'égard et de respect pour les efforts déployés. Nous lisons et nous écoutons quotidiennement beaucoup de choses qui sont loin de la vérité, mais nous préférons garder le silence », a-t-il confié.

Pendant ce temps, les Togolais restent sans nouvelles de quand pourra redémarrer le dialogue politique. La coalition de l'opposition menace de reprendre les manifestations de rues dans une semaine si le facilitateur ne réussissait pas à arracher du pouvoir l'arrêt de la préparation unilatérale des prochaines échéances électorales, notamment. A ce jour, aucune évolution n'est à signaler.

www.togobreakingnews.info

USA

Tillerson limogé puis remplacé par Mike Pompeo

Alors qu'il était en tournée dans certains pays d'Afrique avec pour objectif de réparer les égarements verbaux de son président sur les propos tenus par ce dernier lors d'une réunion à la maison blanche, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson reçoit sa note de limogeage ce mardi 13 mars 2018.



Tillerson et Trump

Trump semble prendre un certain plaisir au limogeage de ses collaborateurs depuis son arrivée à la maison blanche. Ou bien, il est tellement bon, dans ses manœuvres que personne ne le comprend, ou bien, il est si médiocre que les américains devraient vite prendre leurs responsabilités et faire avancer à son encontre une procédure de l'impeachment. Rex Tillerson part ainsi, après un peu plus d'un an de collaboration assez tumultueuses entre lui et le président Trump. Son départ était d'ailleurs annoncé il y a plusieurs mois car il existait de profondes dissensions entre les deux hommes. Il est remplacé par Mike Pompeo, directeur de la CIA.

La semaine dernière, c'était son conseiller économique, Gary Cohn, qui prenait la porte. A cause d'un désaccord sur la taxation des importations américaines d'acier et d'aluminium qui faisait débat au sein même des Républicains. La ministre de la Justice Sally Yates avait ouvert le bal dès l'entrée en fonction de Donald Trump, en janvier 2017, limogée quelques heures seulement après avoir appelé à ne pas appliquer le décret présidentiel sur la limitation de l'immigration. On notera après Steve Bannon, le conseiller stratégique et architecte de la victoire de Trump à la présidentielle, Reince Priebus, le secrétaire général de la Maison Blanche, Tom Price, le secrétaire à la santé, dont les frais de déplacements en avion privé avaient fait tiquer jusqu'au président et qui de toute façon n'était pas parvenu à abroger l'Obamacare, Michael Flynn, le chef de cabinet Rob Porter, la liste est longue.

Mais d'un autre côté, cet état de chose montre aussi l'état de maturité de la démocratie américaine assez particulière. Pas question d'une quelconque « cohabitation » quand existent des désaccords sur certains sujets. La politique que mène le président américain surprend plus d'un. Mais loin de constituer une faiblesse, elle peut se révéler efficace car elle inclut une certaine homogénéité et une certaine solidarité, une cohésion dans la vision imprimée au gouvernement voulu par le président de la République. Trump lui-même estime que cette cascade de départs depuis son arrivée justifie plutôt l'existence d'une énergie fantastique.

Alexandre Wémima

Sierra-Léone / Elections générales Affrontements après les résultats partiels

Les résultats ne tombaient qu'à compte-goutte depuis le lendemain du 7 mars 2018. Mais après la publication des résultats partiels qui prenaient en compte 75% des bureaux de vote le lundi 12 mars, des violences ont éclaté dans le pays entre partisans du parti au pouvoir et opposants.

En Sierra-Léone, le seuil pour être élu au premier tour tourne autour de 55%. Score qu'aucun des 16 candidats en lice pour succéder au président Koroma n'aurait atteint, selon les résultats annoncés par la Commission électorale nationale (NEC), portant sur 75 % des bureaux de vote dans chaque province.

En effet, M. Bio obtient 43,3 % des suffrages exprimés, et M. Kamara 42,6 %, soit un écart d'un peu moins de 15.000 voix. Un ancien cadre du SLPP, Kandeh Yumkella, qui se présente au nom d'une nouvelle formation, la Grande coalition nationale (NGC), est crédité pour sa part de 6,69 % des voix dans cet échantillon. En cas de second tour, il pourrait jouer le rôle d'arbitre entre les deux partis qui se succèdent au pouvoir depuis l'indépendance en 1961.

Des affrontements ont eu



Affrontement en Sierra-Léone

lieu ainsi, entre partisans de l'APC au pouvoir et ceux du SLPP de l'opposition à l'est du pays le lendemain après les résultats proclamés par la Nec.

Et pourtant, à la demande de certains candidats de recompter les voix, la commission en charge des élections a décidé de procéder à un recomptage des bulletins. 154 bureaux de vote sur les 11 122 sont concernés, ce qui ne représente que 2% des

bureaux ouverts pour ces consultations.

Les missions d'observateurs étrangers et de la société civile, notamment celle de l'Union européenne, ont salué une campagne généralement pacifique et le bon déroulement du scrutin, mais déploré une « augmentation des intimidations et des actes de violence dans la dernière semaine » de campagne et après la fermeture des bureaux de vote.

T.M.

Côte d'Ivoire

Le FPI demande la suspension des élections sénatoriales

Le principal parti de l'opposition ivoirienne, le Front Populaire Ivoirien (FPI) a demandé à la Cour suprême de suspendre la toute première élection sénatoriale prévue pour fin mars 2018 par le gouvernement.

Pour Affi N'Guessan, président du FPI, le gouvernement Ouattara veut orchestrer un passage en force en organisant cette élection avec une Commission électorale illégale. Et cela risque d'être source de tensions sociale.

L'opposition avait appelé mi-février à « l'application de l'arrêt » de la Cour africaine des droits de l'Homme qui exige la modification de la composition de la Commission électorale indépendante (CEI), représentée par huit membres du pouvoir contre quatre de l'opposition. Ces opposants ont rendu public l'arrêt de la Cour qui estime que l'Etat défendeur



Pascal Affi N'Guessan

a violé son obligation de créer un organe électoral indépendant et impartial". Institué par la nouvelle Constitution de 2016, le « Sénat assure la représentation des collectivités territoriales et des Ivoiriens établis hors de Côte d'Ivoire ». Il doit notamment jouer un rôle fédérateur et modérateur

dans un pays secoué par les crises, selon ses défenseurs. Et cette même loi dispose que c'est par une loi organique que le Sénat devra être créé, son mode de fonctionnement et sa composition. Ce que le gouvernement n'a pas encore fait mais fonce tout droit vers ces élections.

La rédaction

Rwanda

Un étudiant rend possibles les appels whatsapp sans connexion internet

Etudiant en technologie de l'information et de la communication au Centre régional polytechnique de Kigali, Deodate Mugenzi, jeune rwandais de 26 ans, a découvert un prototype qui permettra aux utilisateurs de la plateforme Whatsapp de téléphoner sur les plans local et international sans recourir à l'internet.



Deodate Mugenzi

Sur le principe, le système qu'il a mis sur pied utilise la physique optique et les principes de mise en réseau pour permettre aux utilisateurs de Whatsapp d'appeler directement des numéros de téléphone mobile aussi bien localement qu'à l'international. Ce qui suppose que le système n'est utilisable que pour les personnes qui détiennent l'application Whatsapp, d'où les numéros doivent être enregistrés. Pour l'instant, le jeune étudiant qui travaille avec l'ambassade américaine au Rwanda dit avoir besoin de soutien pour pousser un peu plus loin ses recherches.

www.ecodafrik.com

C'est une innovation qui pourra certainement améliorer les télécommunications en Afrique, dans un contexte où plusieurs utilisateurs se plaignent des coûts élevés des télécoms sur le continent. « Le problème est que beaucoup de gens ici au Rwanda et dans d'autres parties de

l'Afrique ne peuvent pas se permettre de posséder des smartphones qui leur permettent d'utiliser tous ces services d'internet. Pour y remédier, les gens devraient utiliser des services qui leur permettent de communiquer à l'aide de n'importe quelle plateforme à leur disposition », explique Deodate Mugenzi.

Coopération

Le Japon finance la construction de bâtiments scolaires au Togo

La coopération bilatérale qu'entretient l'Etat togolais avec ses partenaires en développement est au beau fixe. Le lundi 13 mars dernier, le Japon et notre pays ont procédé à la signature de deux conventions de financements de projets portant sur la construction de bâtiments scolaires. L'aide du Japon est estimée à 97 millions de francs CFA.



Kawamura Hiroshi
l'ambassadeur
du Japon au
Togo

L'accord signé par le Japon et le Togo concerne la construction d'infrastructures dans deux établissements scolaires dans les préfectures du Moyen-Mono et du Golfe. Les projets devraient être exécutés par deux associations d'aide humanitaire. La cérémonie de signature des deux accords de partenariat s'est déroulée au sein du ministère en charge des Enseignements primaire et secondaire et de la Formation professionnelle. L'officialisation du

décassement a été effectuée en présence de l'ambassadeur du Japon au Togo, M. Kawamura Hiroshi et de M. Améssiaménu Komlan, le directeur de cabinet du ministère des Enseignements primaire et secondaire. Les deux projets concernent la réalisation d'infrastructures scolaires à Tohou et à Alinka-Nyivémégbé. Au sein du collège d'enseignement général de Tohou, 4 salles de classe, un bâtiment administratif et 6 cabines de toilettes seront construits

avec à la clé, une centaine de tables bancs au profit des élèves de l'établissement. La valeur du joyau est estimée à 49 millions de Francs CFA. La deuxième convention est relative à la construction d'autres infrastructures scolaires dans la préfecture du Golfe. Celles-ci sont composées de nouvelles salles de classe, d'un bloc administratif, des toilettes et du mobilier devront coûter 48 millions de francs CFA. Pour les donateurs, l'aide est destinée à fournir un soutien direct et non remboursable aux projets de développement élaborés par le gouvernement en faveur des populations à la base. Le directeur de cabinet du ministère des Enseignements primaire et secondaire a exprimé sa gratitude à l'Etat japonais et promis qu'un bon usage sera fait du soutien pour un mieux-être des communautés concernées.

Awih Essoyodou

20% des marchés publics aux jeunes entrepreneurs

Formalités administratives réduites à 72 heures au commissariat des impôts

Dans son adresse à la nation début janvier 2018, le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé a fait de grandes annonces en faveur de la jeunesse et des femmes entrepreneurs. De son discours, on retient qu'un quota de 20% des marchés publics sera attribué aux jeunes et aux femmes entrepreneurs œuvrant dans le secteur privé. Dans un communiqué rendu public le 12 mars 2018, l'Office togolais des recettes (OTR) a annoncé avoir mis en place la semaine dernière, un Guichet entrepreneuriale des jeunes entrepreneurs qui permettrait à ces derniers d'effectuer des formalités dans un temps record.



Tout est allé si vite ! Le 26 janvier dernier, à l'issue du Conseil des ministres auquel prenait part, le chef de l'Etat, une cellule a été mise en place dans le but de travailler sur l'application de l'annonce. La cellule mise sous tutelle du ministère en charge du Développement à la base et celui de l'Economie et des Finances estime à 40 milliards, le coût d'opportunité d'une telle mesure en faveur des bénéficiaires.

Le Guichet entrepreneurial des jeunes et des femmes a ouvert ses portes en début de semaine dernière. L'information a été donnée lundi par le département ministériel chargé de l'applicabilité de la mesure. Installé dans les locaux de l'Office togolais des recettes (OTR), le Guichet entrepreneurial a été mis en place par le gouvernement par décret pris en Conseil des ministres le 1er février dernier. L'objectif dudit guichet est d'informer et d'assister les jeunes et femmes entrepreneurs dans l'accomplissement des procédures administratives dans un délai réduit.

Le Guichet entrepreneurial permettra également d'orienter les jeunes vers les institutions d'appui pour l'obtention des garanties de soumission et facilités de crédit nécessaire dans l'exécution des marchés publics. Principalement, l'initiative vise l'allègement des procédures administratives en faveur des bénéficiaires de la mesure. Selon le communiqué, les formalités administratives des jeunes entrepreneurs doivent être achevées dans délai maximal de 72 heures après le dépôt de la demande.

Tous les jours ouvrables, le guichet est ouvert au public aux heures de travail (7h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h30) et offrira un service minimal d'orientations et de conseils tous les samedis de 08h 30 à 12h30. Sous peu, le Guichet entrepreneurial des jeunes et femmes entrepreneurs sera opérationnel à l'intérieur du pays, poursuit le communiqué.

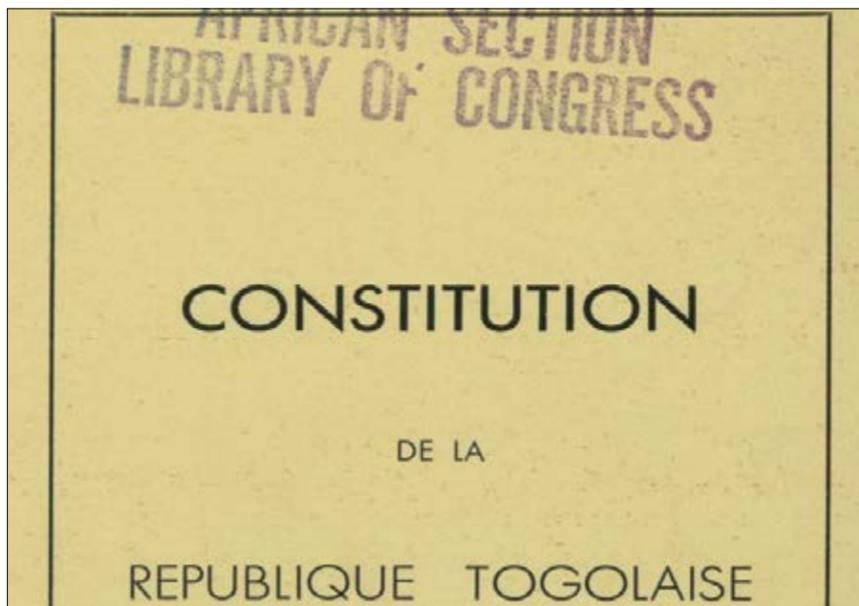
Awih Essoyodou

Constitution d'une République

Essence et prérogatives, cas du Togo

La Constitution est un ensemble de textes juridiques qui définit les différentes institutions composant l'État et qui organise leurs relations. Une Constitution écrite est généralement organisée en plusieurs parties appelées titres, eux-mêmes divisés en articles et alinéas. Elle peut comporter également une charte des droits fondamentaux. Qu'importe sa présentation et son contenu, la Constitution est considérée comme la règle la plus élevée de l'ordre juridique de chaque pays. Qu'appelle-t-on donc une Constitution, quels sont ses objectifs et ses pouvoirs ? Tentatives de réponses dans ce dossier de TogoMatin avec un clin d'œil sur l'histoire constitutionnelle du Togo.

Définition



Une constitution, c'est un cadre légal et politique qui régit la dynamique entre une nation et ses gouvernants de même que l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics. Elle regroupe habituellement une ou plusieurs lois importantes et d'autres sources écrites ou non écrites qui relèvent des usages. Elle est

considérée comme la première source du droit. Elle définit les principales institutions politiques et juridiques d'un État. Elle précise aussi le processus d'adoption et d'application des lois, garantit les droits et libertés, limite le pouvoir de l'État, s'assure du partage des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et affirme la légitimité de l'État.

Constitution

Objectifs, contenu, élaboration, modification et place hiérarchique

Pourquoi a-t-on besoin d'une Constitution ?

En l'absence de Constitution, c'est la coutume qui définit le cadre général de l'organisation de l'État. Dans une telle situation, les risques de gouvernement (Gouvernement : Organe collégial composé du Premier ministre, des ministres et des secrétaires d'État chargé de l'exécution des lois et de la direction de la politique nationale) arbitraire sont importants. La rédaction d'une Constitution peut alors permettre de :

- Garantir à chacun le respect de ses droits : la constitution est nécessaire pour garantir les droits

fondamentaux des citoyens. Elle pose, par exemple, le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, fait du suffrage universel (Suffrage universel : Droit de vote accordé à tous les citoyens majeurs) la source de la légitimité et permet à chacun de faire entendre sa cause devant un tribunal indépendant. Elle permet ainsi d'écartier l'arbitraire en permettant à tous les citoyens de connaître les différents organes de l'État.

- Définir les différents organes de l'État selon le principe de la séparation des pouvoirs : la constitution organise les pouvoirs publics composant l'État en séparant le législatif, l'exécutif

et le judiciaire afin de permettre l'équilibre des différents pouvoirs.

Dans ce cadre, la constitution :

- Définit les compétences des différents organes de l'État et la manière dont ils sont désignés ;
- . Règle les rapports entre les différents pouvoirs en leur

donnant la possibilité de se contrôler mutuellement ;

- . Fixe la répartition des compétences sur l'ensemble du territoire en définissant l'organisation de l'État qui peut être unitaire et centralisé ou fédéral.

Quels sont les différents pouvoirs définis par une Constitution ?



- Les régimes démocratiques sont organisés selon le principe de la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire afin d'éviter leur concentration entre les mains d'une seule personne. Certaines constitutions privilégient la stricte séparation des pouvoirs, d'autres leur permettent, tout en étant distincts, de disposer de moyens de contrôle les uns à l'égard des autres.

- Le pouvoir législatif est chargé de la rédaction et de l'adoption des lois mais également du contrôle de l'exécutif. Le pouvoir législatif est généralement exercé par le Parlement (Parlement : Organe collégial qui exerce le pouvoir législatif (adoption des lois et

contrôle du pouvoir exécutif)).

- Le pouvoir exécutif met en œuvre les lois et conduit la politique nationale. À cette fin, il a le pouvoir d'édicter des règlements et il dispose de l'administration et de la force armée. Il peut détenir des moyens de contrainte vis à vis du pouvoir législatif

- Le pouvoir judiciaire applique les lois pour trancher les conflits entre les particuliers ou entre l'État et ces derniers. Son indépendance est primordiale, puisqu'elle est la condition de son impartialité. C'est généralement la constitution qui définit ses compétences et qui garantit son indépendance.

Peut-on modifier une Constitution ?

Toutes les Constitutions prévoient les modalités selon lesquelles elles peuvent être

modifiées : on parle alors d'une procédure de révision. Il peut s'agir de corriger des imperfections

ou de modifier des règles de fonctionnement du régime. Cette procédure peut être plus ou moins complexe.

On parle de Constitution « souple » lorsqu'elle peut être révisée par les mêmes organes (assemblée législative ordinaire) et selon les mêmes procédures servant à l'adoption des lois ordinaires. L'intérêt de cette procédure est de pouvoir adapter la constitution aux circonstances sans formalisme excessif et sans blocage politique. Mais elle risque cependant d'aboutir à une instabilité du texte constitutionnel, qui peut être modifié au grés des circonstances et des rapports de force, alors même qu'il a pour fonction de mettre en place un cadre institutionnel permettant de surmonter les

crises. La constitution perd ainsi de sa portée symbolique et sa suprématie par rapport aux autres textes juridiques.

Les Constitutions « rigides » ne peuvent être révisées que par un organe distinct (ex : Congrès du Parlement et/ou selon une procédure différente (ex : Référendum)) de celles servant à l'adoption des lois ordinaires. La constitution est alors préservée des modifications trop fréquentes. Elle conserve ainsi un statut spécifique et sa primauté par rapport aux autres règles de droit correspondant à son rang de « pacte fondamental » de la Nation. En revanche, la contrainte de telles procédures peut engendrer des blocages difficilement surmontables.

Pourquoi et comment protéger la Constitution ?

La Constitution est le texte qui fonde l'organisation de l'État et qui garantit le respect des droits fondamentaux des personnes. Pour ces deux raisons, il est nécessaire de la protéger des modifications de circonstance et de la violation des principes qu'elle définit.

Elle peut bénéficier d'une protection politique. Certaines autorités de l'État peuvent être chargées d'assurer la continuité des institutions et de veiller à son

respect, au besoin en exerçant des pouvoirs spéciaux en cas de crise grave. Cette fonction revient le plus souvent au chef de l'État. Par ailleurs, les citoyens peuvent exercer leur droit de résistance à l'oppression contre toute modification jugée inacceptable. Enfin, le contrôle mutuel des différents pouvoirs publics (exécutif, législatif, judiciaire) permet aussi d'éviter des atteintes injustifiées à la Constitution.

Histoire constitutionnelle du Togo Les différentes Républiques de 1961 à nos jours



L'histoire constitutionnelle de la République togolaise à partir de 1960, année de l'indépendance à nos jours est riche de quatre textes constitutionnels et d'une charte de transition.

I. La première République (14 avril 1961 - 13 janvier 1963)

Elle commence véritablement avec la Constitution de la première République adoptée par référendum le 13 avril 1961. Elle instaure un régime présidentiel très fort marqué par la domination de l'exécutif incarné par le chef de l'État sur le Parlement qui ressemblait plutôt

à une chambre d'enregistrement. En plus de disposer d'un droit de dissolution de l'Assemblée nationale, le Président disposait de nombreuses prérogatives dans le domaine de la loi. Inversement l'Assemblée nationale ne disposait pratiquement d'aucun moyen d'action contre le Gouvernement. Elle fut abrogée par la junte militaire qui prit le pouvoir au lendemain du coup d'État militaire du 13 janvier 1963.

II. La deuxième République (5 mai 1963 - 13 janvier 1967)

La Constitution de la deuxième République est adoptée par référendum le 5 mai 1963 et instaure un régime présidentiel bicéphale caractérisé par le couple Président-Vice-président, élu au suffrage universel mais séparément. En outre, si le Président, chef de l'État demeure aussi le chef du Gouvernement, la Constitution prévoit que le vice-président agit sur délégation du président et reçoit d'office un poste ministériel. Il assure également l'intérim du président en cas d'empêchement. De son côté, le Parlement voit ses prérogatives évoluer par rapport à la Constitution précédente, en disposant désormais de la possibilité de mettre en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Les conflits de compétence entre le président d'alors Nicolas Grunitzky et le vice-président Antoine Meatchi ont débouché sur une crise institutionnelle. L'Armée a suspendu cette Constitution le 13 janvier 1967 et a instauré un régime de fait.

III. La troisième République (9 janvier 1980 - 23 août 1991)

Après treize années de régime de fait, le Togo renoue avec le constitutionnalisme avec l'adoption de la Constitution de la troisième République par référendum le 30 décembre 1979. La nouvelle Constitution se caractérise par l'institutionnalisation du parti unique, parti-État, qui « prime sur toutes les institutions de la République ». Elle interdit de ce fait le multipartisme et consacre l'autorité du chef de l'État.

IV. La transition démocratique (23 août 1991 - 14 octobre 1992)

Le vent de la « troisième vague de démocratisation » souffla au début des années 90 sur le Togo. Après des mois d'impasse, l'opposition et le pouvoir parvinrent finalement à un accord signé le 12 juin 1991 qui prévoyait notamment la tenue d'une Conférence nationale destinée à prévoir les conditions d'une transition politique. Dès le début des assises le 8 juillet 1991, la Conférence proclame sa souveraineté et abroge la

Constitution du 9 janvier 1980. Celle-ci fut provisoirement remplacée par l'Acte n°7 du 23 août 1991. Le régime transitoire instauré par la CNS est un régime parlementaire marqué notamment par la responsabilité du Premier ministre devant l'organe législatif transitoire, le Haut-Conseil de la République. Le président de la République, chef de l'État, ne disposait dans la loi fondamentale transitoire que de compétences honorifiques.

V. La quatrième République (Depuis le 14 octobre 1992)

Le projet de Constitution de la quatrième République a été adopté à l'issue du référendum du 27 septembre 1992. Promulguée par le chef de l'État le 14 octobre 1992, cette Constitution a instauré un régime semi-présidentiel marqué par le partage du pouvoir exécutif entre le président de la République élu au suffrage universel direct et le Premier ministre issu de la majorité parlementaire.

La révision constitutionnelle du 31 décembre 2002, opérée par voie parlementaire a rétabli la primauté du chef de l'État en supprimant notamment l'obligation qui lui était faite de choisir le Premier ministre dans la majorité parlementaire et en lui conférant la plénitude de l'exercice du pouvoir exécutif. Cette réforme constitutionnelle supprime en outre la limitation du mandat présidentiel et instaure le bicamérisme parlementaire avec l'institution du Sénat, une institution qui n'est pas effective jusqu'à ce jour.

La république est un système politique dans lequel la souveraineté appartient au peuple qui exerce le pouvoir politique directement ou par l'intermédiaire de représentants élus. Ceux-ci reçoivent des mandats pour une période déterminée et sont responsables devant la nation.

Toutes les Constitutions prévoient les modalités selon lesquelles elles peuvent être modifiées : on parle de procédure de révision. Il peut s'agir de corriger des imperfections ou de modifier des règles de fonctionnement du régime.

Une constitution peut être corrigée légèrement pour s'adapter à de nouvelles réalités dans un pays. L'idée de révision d'une Constitution ou la migration vers une nouvelle république est de l'apanage des citoyens, des constitutionnalistes et au-delà une volonté nationale afin de mieux orienter la destinée d'un pays pour sa stabilité et son développement socio politique.

Carlos Amevor

Sources Vie-publique.fr, Paricilademocratie.com & Wikipedia.org

Pharmacies de garde de Lomé du 12 au 19 / 3/ 2018

BEL AIR	Non loin de Palm Beach	22 21 03 21
AKOFA	Amoutivé	22 21 00 97
N-D de MEDJ	Bd du 13 Janvier	22 35 20 02
BIOVA	Bd. Houphet Boigny	22 34 50 93
CHATEAU D'EAU	BE	22 21 57 51
HORIZON	Nyékonakpoè	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
LUMEN	Cassablanca	23 38 68 36
JUSTINE	Tokoin Habitat	22 21 00 01
PROSPERITE	Bd Eyadéma	23 38 84 25
PEUPLE	Marché NUKAFU	22 26 84 22
LE JOURDAIN	Bd L.S.SENHOR	22 61 56 14
BAH	Face EPP Hedzranawé	22 26 03 20
St PIERRE	Hedzranawe	22 26 19 73
MAWULE	Bè-Kpota	22 27 11 21
LE PROGRES	Ahadji kpota	22 35 86 55
CITE	Bd. du 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Adidogomé	22 51 05 29
EPIPHANIA	ADIDOGOME	23 20 10 52
CONSEIL	Sagbado Logote	23 21 56 53
DU POINT E	Djidjole	22 51 91 71
LE GALIEN	Adidoadin	22 51 71 71
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22 51 63 30
St JOSEPH	BE KLIKAME	22 25 74 65
VOLONTAS DEÏ	Avédji,	22 36 00 95
VITAFLORE	Agoè Vakposito	22 19 22 86
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
ESPACE VIE	Agoe Logopé	22 32 87 20
APOU ANTOINE	Agoè-Assiyéyé	22 19 12 15
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiovi,	22 45 79 69
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito,	22 42 34 64
HYGEA	Baguida	22 27 36 36
LE DESTIN	Baguida	22 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Santé: Bénéfices des fruits et des légumes

POMMES

- Protégez votre cœur.
- Empêcher la constipation.
- Prévenir la diarrhée.
- Améliorer la capacité pulmonaire.
- Joints de coussin.

NOIX

- Abaisser le cholestérol.
- Combattre le cancer.
- Améliorer la mémoire.
- Protéger contre les maladies cardiovasculaires.

AVOCATS

- Battre le diabète.
- Abaisser le cholestérol.
- Aide à arrêter les traits.
- Contrôle de la pression artérielle.
- Lisser la peau.

PASTÈQUE

- Protège la prostate.
- Favorise la perte de poids.
- Réduire le taux de cholestérol.
- Aide à arrêter les traits.
- Contrôle la pression artérielle.
- Lutte contre la déshydratation.

Blague du jour : La création

Le premier jour, Dieu a créé la vache et lui dit,
 - "Reste au champ avec le fermier toute la journée et souffre sous le soleil. Fait des veaux et donne du lait pour soutenir le fermier. je te donne une durée de vie de 60 ans."

La vache répondit,
 - "c'est une sacrée vie dure que tu veux pour moi pendant 60 ans. C'est ok pour 20 ans et je te rends les 40 autres."
 Et Dieu a été d'accord.
 Le deuxième jour, Dieu a créé le chien.

Dieu a dit,
 - "Reste assis toute la journée sur le seuil de la porte de la maison et aboie sur quiconque entre ou passe devant. Je te donne une durée de vie de 20 ans."
 Le chien a dit, "c'est trop long pour aboyer. Donne-moi 10 ans et je te rends les 10 autres."
 Alors Dieu a été à nouveau d'accord.

Le troisième jour Dieu a créé le singe et lui dit,
 - "Amuse les gens, fait des tours savants, fait les rire. Je te donne une durée de vie de 20 ans."
 Le singe a dit, "Faire des singeries

pendant 20 ans ? C'est trop chiant ! Le chien t'a rendu 10 ans, non ? Ben je fais pareil, ok ?"
 Encore une fois Dieu a été d'accord.

Le quatrième jour Dieu a créé l'homme. Dieu a dit,
 - "Mange, dors, joue, baise, amuse toi. Glande un rien, Je te donne 20 ans."

L'homme répondit, "Quoi ? Seulement 20 ans ? Que dalle ! Écoute, je prends mes 20, les 40 que la vache a rendus, les 10 du chien et les 10 du singe. Ça fait 80, ok ?"
 - "Ok!" répondit Dieu. "Marché conclu".

C'est ainsi que pendant les 20 premières années de notre vie nous mangeons, dormons, jouons, baisons, nous amusons et ne faisons rien.

Pendant les 40 années suivantes nous travaillons comme un forçat au soleil pour entretenir notre famille. Pendant les 10 années suivantes nous faisons des singeries pour distraire notre petits-enfants

Et pendant les 10 dernières années nous sommes assis devant la maison à aboyer sur tout le monde !

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Danse

Nana Média Culture stimule le vivre ensemble avec des danses folkloriques

La structure Nana média culture, depuis quelques années abat un travail remarquable dans le domaine culturel au Togo. Ainsi, elle a initié le « Spectacle danse folklorique », qui se déroule chaque premier week-end du mois.

Après le mois de février, le Show du mois de mars s'est tenu, le 3 mars dernier, à l'institut Goethe de Lomé, avec la prestation de la troupe folklorique Gazo.

Ce groupe a centré sa manifestation culturelle autour du vivre ensemble et de l'acceptation des uns et des autres, selon la vision des initiateurs. C'est à travers des danses solennelles que les dames et les hommes de la troupe

Gazo ont amené le public présent lors de cette soirée à appréhender toute la nécessité pour les citoyens togolais dans leur majorité, de vivre ensemble et de s'accepter mutuellement avec leurs différences.

«A travers notre représentation, nous voulons faire savoir au peuple togolais, que sans l'amour il n'y aura pas de paix et cet amour doit commencer par l'acceptation de l'autre quelle que soit son

origine. Nous voulons dire qu'il n'y a pas du nord ni du sud, mais il n'y a que le Togo qui est notre patrie à nous tous », a laissé entendre Ayawovi Vessou, le président du groupe Gazo.

A en croire Ferdinand Affognon, le directeur de Nana média culture, la troupe folklorique a offert un très beau spectacle qui cadre bien avec leur crédo. «Nous prions Dieu pour que ces différentes richesses de



Une troupe de danse

notre terroir puissent toucher le cœur de chacun d'entre nous afin que nous puissions avancer sur le chemin du développement », a indiqué M. Affognon.

Le rendez-vous est pris sur le mois d'avril prochain pour la troisième saison du « spectacle de danse folklorique ».

Nadia Edodji (stagiaire)

Fesnad 2018

Bientôt la soirée apothéose

Les activités du Festival national des danses traditionnelles (Fesnad) au Togo ont débuté, le 9 mars dernier. L'évènement culturel est à sa troisième édition. Il vise à promouvoir les valeurs artistiques togolaises et mobilise depuis 3ans, des groupes organisés de danses traditionnelles venus de toutes les régions du Togo.

En prélude à la soirée apothéose du festival, les organisateurs du Fesnad ont entrepris la phase régionale de sélection des troupes. Après Dapaong pour la région des savanes, le 9 mars passé, la région de Kara a pris la relève, le 11 mars dernier.

La phase de sélection

se poursuit jusqu'au 21 mars prochain. Ainsi, les groupes sont retenus suivant cinq critères, notamment, l'entrée et la sortie de scène, le mouvement d'ensemble, le costume et l'occupation de la scène.

Par conséquent, le jury a retenu les groupes Talkoukt de

Tône et Malkonsiak de Natébagou pour représenter la région des savanes et Kondonna de Pya et Goumbe de Gandè sont retenus pour la région de la Kara.

Douze troupes seront retenues, suite aux manifestations régionales pour prendre part à la soirée



Prestation lors de la seconde édition

apothéose du 25 avril prochain au Palais des congrès de Lomé. Le Fesnad vise à préserver, à promouvoir la diversité des danses traditionnelles du

Togo et à favoriser le dialogue interculturel, gage de paix et de développement socio-économique durable du Togo.

Nadia Edodji

Lire

« **L'aventure ambiguë** » de Cheikh Hamidou Kane. Ed Julliard. 1961 Pp 26-27

« ...Eh bien, tu es le plus fort de tous les disciples, mais assurément tu es aussi le plus triste. On te sourit après t'avoir nourri, mais tu demeures morose ... De plus, tu n'entends rien à la plaisanterie... Demba, je t'ai déjà dit que rien ne te retenait à côté de moi. Tu peux partir avec un autre... Je ne t'en voudrai pas. Quelle magnanimité, mes amis! » s'écria Demba, goguenard, en s'adressant aux

autres disciples. Quelle magnanimité ! Même quand il congédie, il congédie noblement... Va, me dit-il, abandonne-moi. Et si tu meurs de faim, je ne t'en voudrai pas. Les disciples éclatèrent de rire. Bon, bon, poursuivit Demba. C'est entendu, grand chef, tu seras obéi. Samba Diallo tressaillit. Demba lui cherchait querelle: il ne pouvait plus en douter. Tous les disciples savaient combien il lui déplaisait que soit fait cas de son origine- patricienne. Assurément, il était le mieux né de tout le foyer du maître des Diallobé. Nul, dans ce pays, ne le lui laissait ignorer. Lorsqu'il

mendiait sa nourriture et, comme ce matin, passait dans toutes les demeures, des plus humbles aux plus cossues, chacun, en lui apportant les restes pourris des repas, lui manifestait par un signe ou par un geste que sous ses haillons le pays reconnaissait et saluait déjà un de ses guides futurs. La noblesse de son origine lui pesait, non point comme un fardeau dont il eût peur, mais à la manière d'un diadème trop encombrant et trop visible. A la manière d'une injustice aussi. Il désirait la noblesse, certes, mais une noblesse plus discrète, plus authentique, non point

acquise mais conquise durement et qui fût plus spirituelle que temporelle. Il s'était humilié et mortifié, par manière d'exercice et aussi pour manifester hautement qu'il revendiquait d'être aligné au niveau de tous ses condisciples. Mais rien n'y avait fait. Il semblait au contraire que ses camarades lui en voulussent de ce que, par-devers eux, ils n'étaient pas loin de considérer comme le comble de l'orgueil. Il ne se passait pas de jour que quelqu'un ne fît de remarque sur la noblesse de son port ou sur l'élégance racée de son maintien, en dépit des haillons sordides

dont il se couvrait. Il arrivait même qu'on lui fit grief de ses mouvements naturels de générosité et jusqu'à sa franchise. Plus il se surveillait, plus on le dénonçait. Il en était exaspéré. Ses compagnons de groupe du moins s'étaient abstenus jusqu'à présent de lui faire des remarques désobligeantes. Il leur en savait gré, silencieusement, quoiqu'il ne se fit pas d'illusions sur ce que certains pensaient réellement. Il savait que Demba, notamment, l'enviait. Ce fils de paysan, patient et obstiné, portait en lui une ambition d'adolescent, vivace et intraitable... »

Côte d'Ivoire

Didier Drogba bientôt à la tête de la Fédération ivoirienne de football ?

Congestionnés dans une crise, les premiers acteurs du football ivoirien baignent dans la discorde depuis fin 2017. Deux blocs antagonistes se sont formés et s'opposent.



L'international camerounais Didier Drogba

D'un côté, celui du président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Sidy Diallo, et un groupe de dirigeants, ses partisans. De l'autre, des présidents de clubs qui ne partagent plus son mode de gestion de l'instance faîtière du football ivoirien. Ceux-ci ont composé un bloc baptisé le « G42 » qui se dresse contre Sidy Diallo et ses soutiens. Dans le cul-de-sac, la FIFA a décidé de convoquer les protagonistes à une rencontre le 20 mars au siège de l'instance suprême du football mondial, à Zurich en Suisse. Voilà qu'une sortie de l'ancien international et buteur des Eléphants de Côte d'Ivoire, Didier Drogba, sur RFI, qui vient nourrir les fantasmes. Dans une interview accordée à l'équipe de Radio Foot, l'icône qui n'est pas, dit-on, en lien avec les frondeurs,

va lui aussi pointer le doigt accusateur sur Sidy Diallo. De quoi donner des idées au public ivoirien. Mieux, son implication, depuis peu, dans le football local, par l'intermédiaire du Williams ville Athletic Club (WAC), vice-champion de Côte d'Ivoire, va faire l'objet d'une rumeur. D'après la presse sportive ivoirienne, Didier Drogba ambitionnerait de prendre les commandes de la FIF. « J'ai la volonté de m'impliquer dans le football ivoirien et africain en général. J'ai vécu de grandes émotions en Afrique. Je ne me vois pas tourner le dos à ce football, même s'il y a d'autres clubs dans lesquels j'ai évolué. C'était important pour moi d'intégrer la famille du football ivoirien et d'essayer de contribuer à son développement », cette déclaration du ballon d'Or africain (2006 et 2009) sur RFI a suffi pour déchaîner les passions en

Côte d'Ivoire. «Ce n'est pas visible. Pas palpable. Mais au regard des différents actes que Didier Drogba pose ces derniers temps, nul doute que l'ancien capitaine des Eléphants lorgne, à long terme, la présidence de la Fédération ivoirienne de football », commente La Dépêche d'Abidjan, un journal ivoirien. Et aux nombreux fans que compte le footballeur à travers le pays de s'enthousiasmer. Lui qui jouit d'une immense popularité au pays, les Ivoiriens voient d'un bon œil une potentielle candidature de la superstar.

Selon La Dépêche d'Abidjan, plusieurs acteurs et dirigeants de club ivoiriens veulent de Didier Drogba à la présidence de la FIF. Ceux-ci voient en lui le candidat idéal pour succéder à Sidy Diallo. Les clubs ivoiriens veulent pouvoir compter avec lui pour les prochaines élections à la tête de l'instance fédérale en 2020. Pour l'heure, Sidy Diallo ne manque pas de rappeler à qui veut l'entendre qu'il a été élu pour un deuxième mandat de quatre ans. « Je ne démissionnerai pas ! Je compte rester jusqu'à la fin de mon mandat en 2020 », a-t-il déclaré sur les antennes de la télévision nationale.

La rédaction

Championnat D1 Kotoko de l'Avié bat Unisport de Sokodé

Depuis le lancement de la saison 2017-2018 du championnat D1, Kotoko de Lavié a attendu jusqu'à la 21^e journée du championnat pour gagner son tout premier match de la saison. Elle a battu Unisport de Sokodé battue par 2 buts à 1.



Un ballon de football sur une Pélouse.

Les joueurs de cette équipe ont réalisé grâce au support de leur public l'exploit à domicile en venant à bout de leur adversaire Unisport sur un score final de 2-1. Mais malheureusement cette victoire ne change rien à leur classement général. Ce premier succès arrive donc trop tard. Kotoko de Lavié qui est dernier avec 7 points -27 et jouera en division inférieure à la saison prochaine.

Par ailleurs, en haut du classement, le leader épingle Espoir FC 1-0. Son dauphin Gomido pulvérise ASKO 4-0. Sémassi rabaisse AS OTR sur le même score. Tous les matchs de la prochaine journée sont reprogrammés au 28 mars.

A l'issue des matchs de la 21^{ème} journée joués le week-end dernier, les résultats sont les suivants : ASCK 2-0 Foadan ; Sémassi 4-0 AS OTR ; Koroki 1-0 Espoir FC ; Kotoko 2-1 Unisport ; Gomido 4-0 ASKO, Angés 0-1 Dyto ; Agaza 0-1 Maranatha ; Gbikinti -Togo-Port (reporté)

Classement

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| 1-Koroki 44pts+14 | 10-Angés 25pts-7 |
| 2-Gomido 43pts+20 | 11-ASKO 22pts-8 |
| 3-Sémassi 39pts+15 | 12-Agaza 20pts-9 |
| 4-Dyto 38pts+13 | 13-Unisport 18pts-9 |
| 5-AS Togo Port (-2) 34pts+8 | 14-Foadan 17pts-10 |
| 6-AS OTR 33pts+6 | 15-Espoir FC (-1M) 16pts-11 |
| 7-ASCK 29pts+5 | 16-Kotoko 7pts-27. |
| 8-Gbikinti (-1M) 27pts+4 | |
| 9-Maranatha 26pts+1 | |

Justin A.

Tour du Cameroun 2018 L'UCI menace après l'annulation de l'événement

L'UCI (Union cycliste internationale) n'a goûté que très peu à l'annulation vendredi à la dernière minute de l'édition 2018 du Tour international du Cameroun, lors que le peloton devait s'ébranler le lendemain. L'organisation demande des explications.

Vendredi, on vous l'annonçait. Les organisateurs du Tour du Cameroun ont décidé d'annuler l'événement en raison du manque de moyens financiers. Le Rwanda,

pays participant qui était déjà présent à Yaoundé est rentré le lendemain. Dimanche, l'UCI a officiellement contacté la Fécacyclisme pour s'enquérir de

l'organisation du tour. Par courriel, Olivia Jacquet, coordonnatrice route et calendrier demande des éclairages sur la situation réelle des événements ayant conduit au départ avorté



Des cyclistes sur le point de départ

de samedi dernier. Cameroun d'un retrait de l'organisation mondiale l'épreuve de l'Africa Tour. menace notamment le **Africatopsports**

Métiers de l'agriculture

L'Université de Kara se positionne sur une filière d'avenir

L'Université de Kara a inauguré le lundi 12 mars dernier en son sein, un institut dédié aux métiers agricoles. Il s'agit de l'Institut des métiers de l'agriculture (Isma), qui a pour vocation de former les jeunes togolais dans ce domaine censé être porteur d'emplois.

Le Togo, notre pays, s'est engagé depuis plusieurs années sur le chantier de la modernisation de l'agriculture avec des projets dont le plus récent et ambitieux est celui de la mise en place des Agropoles. Ce projet envisage de créer au moins 3000 emplois directs et indirects. Ayant une vision à long terme, l'Université de Kara, l'un des deux temples publics du savoir de notre pays a décidé de se positionner sur ce terrain. Avec des taux de chômage

et de sous-emplois élevés dans le pays, le développement de l'agriculture est une des solutions pour satisfaire la population togolaise qui est à majorité jeune. C'est donc l'occasion pour les futurs lauréats à l'examen du bac de se positionner très tôt dans ce créneau porteur.

L'Institut supérieur des métiers de l'agriculture formera donc des cadres et techniciens de l'agriculture et de l'agro-industrie, tout en promouvant l'éclosion de l'entrepreneuriat agricole

des diplômés.

Selon les premiers responsables de l'Université de Kara, la formation sera assurée suivant les principes d'assurance qualité par une équipe pédagogique composée d'universitaires et de professionnels nationaux et étrangers de renom. «La méthode d'enseignement est basée sur l'approche par compétence, couplée d'alternance avec des sorties pédagogiques sur le terrain», a expliqué le Dr Atti Tchabi, directeur de l'Institut.



Entrée de l'Université de Kara

L'Isma formera en deux cycles notamment le parcours «Licence» pour les titulaires du BAC 2 et le parcours «Master» pour les détenteurs d'une Licence professionnelle.

Pour le compte de l'année académique 2017-2018, l'Isma ouvre déjà un Master professionnel en agrobusiness, management et marketing agricole.

Edem Dadzie

Balayeurs de rues

Mesures de sécurité à prendre en faveur de cette couche de la population

On les retrouve sur les grandes artères de la capitale Lomé en début de soirée ou tard dans la nuit en train de rendre propres les voies goudronnées et pavées. Comme l'adage le dit, « il n'y a pas de sot métier ».

Le célèbre militant anti ségrégation, Martin Luther King, pour exhorter la communauté noire américaine confinée dans de petits jobs, au travail bien fait, disait : « celui qui est appelé à être un balayeur de rues doit balayer les rues si parfaitement que les hôtes des ciels et de la terre s'arrêteront pour dire : ici vécut un grand balayeur de rues qui fit bien son travail ».

Nul ne peut contester l'importance de cette activité que la mairie de

Lomé a entamée depuis un certain nombre d'années. Elle mobilise aujourd'hui plusieurs personnes dont une partie est uniquement chargée de l'enlèvement des ordures, pour assurer l'assainissement des grandes artères de la capitale. Ces balayeurs participent à l'assainissement de la ville pour que Lomé n'offre plus le spectacle d'une cité aux rues ensablées et jonchées de tas d'ordures nauséabondes. S'il est nécessaire de reconnaître leur utilité dans la société,

il faut tout aussi admettre que ces concitoyens remplissent leur mission dans une insécurité totale. Mauvais équipement, travail à des heures inadaptées qui coïncident souvent avec les heures de pointe.

Ils opèrent sur la chaussée au milieu des voitures et des motos au péril de leur vie, travaillent sur des rues mal éclairées. La négligence de certains manœuvres qui utilisent leurs uniformes en guise de turban au lieu de le porter. Sans oublier



Des balayeurs de rues à Lomé

les usagers de la route qui n'ont aucun respect pour ses balayeurs de rues et mettent en danger leurs vies. L'Etat à travers les services décentralisés doit

former ces travailleurs, les équiper, et sensibiliser les usagers de la route sur les bons comportements à avoir à leur endroit.

E.D.

Justice sociale et lotissement

Le rôle du géomètre-expert dans l'atteinte des Objectifs du Développement Durable

Les géomètres-experts sont au centre de l'accès des populations à la terre et à un habitat sûr et durable. Ce rôle est encore plus prépondérant dans nos pays où le domaine du foncier constitue un véritable panier à crabes.

Les politiques foncières ont un rôle central dans les stratégies d'aménagement du territoire, de croissance ou de réduction des inégalités. Les géomètres-experts jouent, de par leur expertise, les compétences et les missions qui leur ont été conférées, un

rôle de premier plan dans la reconnaissance et le respect des droits de propriété ou d'occupation et de leurs titulaires.

Le géomètre-expert est le professionnel qui identifie, délimite, mesure, évalue la propriété immobilière publique ou privée, bâtie ou non, tant à la surface

qu'en sous-sol, ainsi que les travaux qu'on y exécute et qui organise son enregistrement et celui des droits réels attachés. Par extension, il étudie, projette et dirige l'aménagement ou l'amélioration foncière, rurale ou urbaine. Il traite des sciences techniques, juridiques, économiques,

agricoles et sociales qui se rattachent aux objets ci-dessus énoncés.

Les géomètres-experts ont donc un rôle très important à jouer dans l'atteinte des Objectifs du développement durable (Odd) à l'horizon 2030. Trois objectifs sont orientés vers la justice sociale, et l'accès de tous à la terre et à un logement décent. « Réduire l'inégalité intra et inter pays » (Odd 10), « rendre

les villes inclusives, sûres, résilientes et durables (Odd 11), « établir une infrastructure résiliente » (Odd 9.1). Au Togo, les géomètres sont souvent à tort ou à raison accusés de malversations, de fraudes et autres. Il leur revient de démontrer leur bonne foi et réaffirmer leur rôle dans la réalisation des Objectifs de développement durable liés à l'accès équitable de tous à la propriété.

La rédaction

Commerce extérieur

SEGUCE-TOGO OUVRE SES PORTES AU PUBLIC

La Société d'exploitation du guichet unique pour le Commerce extérieur au Togo (Seguce-Togo) a ouvert ses portes hier mardi 13 mars aux populations et opérateurs économiques opérant sur le sol togolais. Une action de communication dont l'objectif vise à faire connaître davantage l'entreprise et ses services à ses cibles.

Les Journées Portes Ouvertes qu'organise Seguce-Togo vont se tenir le mardi 13, mercredi 14 et jeudi 15 mars 2018. C'est un évènement qui s'organise sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion du secteur privé.

Hier 13 mars a été la cérémonie d'ouverture au cours de la quelle les dirigeants de la Seguce Togo ont fait visiter leurs locaux et expliquer leurs procédures de travail aux autorités togolaises parmi lesquelles nous pouvons citer le ministre du Tourisme, Attigbé Ihou, venu représenter son collègue du Commerce, le directeur du Port autonome de Lomé (PAL), Fogan Adégnon, le Commissaire général de l'Office togolais des recettes (Otr), Kodzo Adédjé, le président de la Chambre de commerce et d'industries du Togo (Ccit), Germain Meba...

Selon le programme rendu public par la société d'exploitation du guichet unique, la journée du 14 mars sera réservée aux commissaires aux douanes, aux importateurs et aux exportateurs certifiés. Le dernier jour, c'est-à-dire le 15 mars est réservé aux entrepreneurs, aux étudiants en logistique

et le commerce extérieur.

« Ces JPO visent à expliquer au mieux le fonctionnement du guichet unique au public qui aura ainsi l'occasion de s'informer à la source. C'est aussi une opportunité de rencontre et d'échanges pour la communauté des acteurs du commerce extérieur. Le guichet demeure une réponse inédite à des enjeux concrets, un outil d'amélioration du climat des affaires au Togo. Nous continuerons à l'exécuter avec le plus grand dévouement (...). Le port de Lomé est le plus rapide de la sous-région mais nous, notre ambition est qu'il soit aussi rapide qu'un port européen ou asiatique », a déclaré le directeur général de Seguce, Cédric Chalvon Demersay.

Géré par bureau Veritas, leader mondial des services d'évaluation de conformité et de certification, Seguce-Togo a pour objectif de moderniser la chaîne logistique, de réduire la bureaucratie, d'offrir plus de transparence et de lutter contre la corruption. Il permet de simplifier et de rationner les procédures liées au dédouanement des marchandises, d'accélérer leur passage et de réduire les coûts et les retards liés aux processus. Son



Le ministre Ihou Attigbé a ouvert les JPO



Les officiels dans les locaux de la SEGUCE-Togo



Cédric Chalvon Demersay, Directeur de SEGUCE au micro des journalistes

objectif à long terme est de rendre les relations entre les acteurs du commerce extérieur plus transparentes. La création de cette entité a permis au Togo de booster ses performances, en termes de commerce extérieur plus de logistique.

La rédaction